



Lettre ouverte sur la responsabilité individuelle et collective face aux discours haineux et à la désinformation en période électorale au Cameroun

À l'attention des partis politiques, des médias, d'ELECAM, des pouvoirs publics, de la société civile et de l'ensemble des citoyens camerounais...

Nous, membres de la Coalition multi-acteurs pour la lutte contre la désinformation et les discours haineux lors des élections au Cameroun, nous invitons à nouveau pour mettre en garde l'opinion nationale et internationale face à la gravité de l'escalade de l'utilisation des propos haineux et des fausses informations. Devant de telles dérives observées, on ne saurait garder le silence et ne pas assumer notre responsabilité en tant que coalition. En effet, malgré des efforts considérables consentis par plusieurs acteurs nationaux et internationaux, nous continuons à assister avec une inquiétude croissante, à la multiplication de propos haineux à caractère tribal et à la propagation de fausses informations, qui infiltrent le débat public, empoisonnent le climat électoral et banalisent même l'idéal de la souveraineté de la nation-Etat comme gage de paix et de cohésion sociale.

Au regard d'un travail de veille et d'analyse de contenus que nous avons effectué, on ne saurait considérer ces dérives comme de simples maladroites ou actions isolées. Elles sont conceptualisées, implémentées et sont désormais amplifiées par certains médias et une certaine catégorie d'acteurs publics sur les réseaux sociaux en quête de sensationnalisme et relayées par certains acteurs politiques qui, en toute conscience ou par calcul, se rendent complices de leur diffusion. En choisissant d'attiser les divisions au lieu de les apaiser, ces relais coupables fragilisent non seulement la confiance citoyenne dans le processus électoral, mais aussi l'édifice fragile de notre cohésion nationale.

La désinformation, qu'elle prenne la forme de rumeurs fabriquées de toutes pièces, d'images détournées, de faux sondages, ou de titres volontairement trompeurs, s'est transformée en arme politique de propagande et de manipulation pour ternir l'image des individus (fussent-ils de l'opposition ou non) et des institutions publiques. Le constat alarmant est que quelques acteurs, reconnus comme professionnels des médias, personnalités publiques, leaders d'opinion ou "influenceurs" sont dans la plupart des cas les initiateurs de fausses informations, savamment relayées par des canaux de communication reconnus et accrédités.

Les discours haineux, quant à eux, ne se limitent pas à des mots prononcés à la légère : ils ravivent des blessures anciennes, exacerbent les clivages tribaux et installent durablement la méfiance et le ressentiment entre communautés. Derrière chaque propos stigmatisant se cache le risque de transformer une divergence d'opinion en fracture identitaire, de dresser une partie du peuple contre une autre, et d'éroder la confiance réciproque qui constitue le ciment de toute nation. Lorsqu'ils se répandent sans retenue, ces discours finissent par normaliser l'intolérance, justifier l'exclusion et, à terme, légitimer la violence. Ils fragilisent ainsi nos institutions, minent la stabilité de notre République et portent atteinte à ce que nous avons de plus précieux : l'unité

Yaounde 6, Rue 7.591, Apt 136

Republic of Cameroon

Phone : +237 222 31 67 55

+237 683 27 77 76

Email: cameroon@defyhatenow.org

Web : <https://defyhatenow.org/cameroon>

et la solidarité entre les fils et filles du Cameroun.

Nul besoin de rappeler que chaque acteur public, média, acteur politique, dirigeant institutionnel, leader d'opinion ou citoyen, porte une responsabilité morale et éthique face au tribunal de l'histoire de notre pays. Aucun mandat, aucun calcul partisan, aucune ambition personnelle ne saurait justifier l'usage de la haine ou du mensonge pour influencer l'opinion. Nous devons, collectivement, nous demander quel héritage nous souhaitons léguer aux générations futures : une société divisée et méfiante, ou un Cameroun uni et fier de sa diversité.

A cet effet, nous renouvelons avec urgence notre interpellation à l'endroit de :

Les partis politiques portent une responsabilité particulière dans la construction du climat électoral et dans la préservation de la paix ainsi que de l'unité nationale. Ils doivent renoncer à toute stratégie fondée sur la manipulation, la stigmatisation ou l'exploitation des différences ethniques, religieuses ou sociales. Chaque message, chaque discours ou chaque publication doit être guidé par la transparence, l'intégrité et la sincérité, en mettant l'accent sur les programmes, les projets et les solutions concrètes pour le bien-être collectif.

Au-delà de leurs propres paroles, les partis politiques doivent également interpellier leurs partisans et sympathisants, les inviter à adopter une attitude responsable dans les débats publics et sur les réseaux sociaux; et à éviter tout argument basé sur l'ethnie, la religion, le sexe ou toute autre distinction identitaire. Cette vigilance et cette retenue sont essentielles pour prévenir l'escalade des tensions, pour encourager un dialogue constructif et pour garantir que la compétition électorale reste un espace d'échanges démocratiques plutôt qu'un terrain de divisions profondes.

Les médias doivent exercer leur mission avec le plus grand professionnalisme et une rigueur déontologique irréprochable. Ils ont la responsabilité de ne jamais servir de relais complaisant de la haine, des préjugés ou de la désinformation, quelles que soient les pressions ou les intérêts politiques en jeu. Cela implique de renforcer systématiquement leurs mécanismes de vérification des faits, de confronter les informations à des sources fiables et de donner une priorité absolue à l'exactitude et à des faits. De plus, il est essentiel que les médias adoptent des critères stricts dans le choix de leurs invités et intervenants, afin de ne pas offrir une tribune à des personnes ou organisations qui pourraient alimenter la division, propager des rumeurs ou légitimer des discours haineux. En exerçant cette vigilance, les médias contribuent non seulement à l'information juste et éclairée du public, mais aussi à la préservation de la cohésion sociale et à la paix.

Les organes en charge du processus électoral sont invités à ne pas s'écarter de sa mission d'agir en toute équité, en respectant strictement la justice et l'impartialité, afin que le scrutin bénéficie à l'ensemble de la population et non aux intérêts d'un groupe. Ils doivent veiller à réguler toutes les pratiques susceptibles de compromettre la transparence ou de fausser le jeu démocratique, en appliquant les règles de manière égale pour tous, et en s'assurant que chaque citoyen, quel que soit son lieu de résidence, sa communauté ou son orientation politique, ait la possibilité de participer à des élections libres et équitables.

Les pouvoirs publics sont appelés à agir en se basant sur les principes d'équité, de justice et d'impartialité, en plaçant l'intérêt général au-dessus de tout intérêt partisan. Cela implique d'intervenir de manière neutre, d'assurer la sécurité et l'accès à l'information pour tous, et de soutenir les initiatives visant à renforcer le dialogue, la tolérance et la cohésion nationale.

Le Conseil National de la Communication (CNC) est invité à jouer pleinement son rôle d'arbitre et de régulateur en période électorale. Il doit faire preuve d'une grande fermeté dans le traitement des plaintes relatives aux manquements professionnels des médias et des journalistes qui, parfois, se rendent complices de la propagation de la haine et de la désinformation. Le CNC se doit d'appliquer les sanctions prévues par la loi de manière rapide et équitable, sans favoritisme ni parti pris, pour garantir le respect de l'éthique et de la déontologie journalistique et dissuader les récidivistes. Son action est cruciale pour préserver l'intégrité de l'information et maintenir un climat de paix propice à des élections transparentes et crédibles.

La société civile doit continuer son travail dans l'intensification de son action de veille, en signalant rapidement les contenus mensongers ou haineux, et en dénonçant toute tentative de manipulation de l'opinion publique. A cet effet, nous les encourageons à utiliser les plateformes de vérification en ligne, telles que la plateforme whatsapp 237 Check, StopIntox. Elle doit également promouvoir l'éducation aux médias et à l'information, en sensibilisant les citoyens à l'esprit critique, à la vérification des faits et à la responsabilité individuelle dans le partage de contenus.

Les citoyens, y compris la diaspora, doivent davantage adopter une posture de vigilance et de discernement face aux informations qui circulent, qu'elles proviennent des réseaux sociaux, des médias ou de leurs proches. Il est impératif de ne pas relayer des contenus douteux, mensongers ou haineux, même s'ils confortent nos opinions ou nos affiliations. Les débats publics et numériques doivent rester des espaces de réflexion, de dialogue et d'argumentation constructive, et non des terrains de division ou d'agression.

Nous invitons chaque Camerounais à se lever contre la haine et le mensonge, et à faire le choix du dialogue, de la vérité et de la responsabilité. C'est à ce prix que nous pourrions garantir à nos enfants et petits-enfants un pays stable, réconcilié et ouvert aux promesses de demain.

L'histoire nous jugera sur nos actes comme sur nos silences. Le Cameroun est un bien commun, dont l'avenir ne saurait être sacrifié à des intérêts partisans. Préserver notre unité nationale, la paix et la dignité de chacun est notre impérieux devoir.

Fait à Yaoundé, le 25 Septembre 2025

Signé par:

1. Association Civic Watch (Civic Watch)
2. Ordre des Avocats au Barreau du Cameroun
3. Paradigm Initiative
4. Network for Solidarity, Empowerment and Transformation for All (New)

Yaounde 6, Rue 7.591, Apt 136

Republic of Cameroon

Phone : +237 222 31 67 55

+237 683 27 77 76

Email: cameroon@defyhatenow.org

Web : <https://defyhatenow.org/cameroon>



**Dialogue
& Action**
Observatoire plurivoix
contre les discours de haine



5. KTDral Consulting
6. Eduk Media
7. Sisterspeak237
8. Cameroon Youth Economic Forum - (CAMYEF)
9. Cameroon National Youth Council (CNYC)
10. Action pour le Respect des Droits de l' Homme et la Dignité Humaine(ARDHU)
11. Big Steps Outreach Network (BONET)
12. StopIntox
13. Association des Blogueurs du Cameroun (ABC)
14. Global Initiative For Digital Inclusion and Communication (GIDICOM)
15. United Youth Organisation (UYO)
16. Local Youth Corner (LOYOC)
17. PAYNCoP

Si vous avez besoin d'informations supplémentaires, des demandes de presse ou des interviews, veuillez nous contacter via :

Email: info@civicwatch.cm

Telephone: +237 650 703 190

+237 654 118 932

Yaounde 6, Rue 7.591, Apt 136

Republic of Cameroon

Phone : +237 222 31 67 55

+237 683 27 77 76

Email: cameroon@defyhatenow.org

Web : <https://defyhatenow.org/cameroon>

